

parler à la Chambre tout entière par votre intermédiaire, monsieur l'Orateur. Ce que je conseille au ministre c'est d'obéir aux lois du Canada, et ainsi nous ne lui adresserons pas de reproches. Qu'on paie leur dû à nos cultivateurs. J'aimerais que le ministre suive son propre conseil au lieu de rejeter sa propre faute sur l'opposition et de lui reprocher de les avoir abandonnés alors qu'ils étaient en difficulté.

Nous demandons au gouvernement de respecter nos lois et de donner aux cultivateurs ce qui leur revient de droit. Si le ministre désire le faire en fractionnant le bill C-244, et ne pouvant parler pour l'ensemble de mon parti, je parlerai seulement à titre personnel, je dirai que je suis prêt à appuyer tout bill qui fournira aux cultivateurs ce qui leur est dû. Ils sont indiscutablement dans le besoin. Le prix des machines est élevé et celui de toutes les marchandises augmente. Leurs frais généraux ne diminuent pas. Les salaires, l'essence et les impôts augmentent et les cultivateurs sont pris entre le marteau et l'enclume. Que le gouvernement paie ses dettes et ce sera un bon début.

**M. Elmer M. MacKay (Central Nova):** Comme l'a dit l'orateur précédent, j'ai l'impression que nous vivons un débat historique. En tant que député nouvellement élu, je me sens honoré d'y participer. On a prononcé ce soir de nombreux et excellents discours. Je n'ai ni le brio déclaratoire du député de Hillsborough (M. Macquarrie) ni les connaissances juridiques et le brio du député de Calgary-Nord (M. Woolliams). Cependant, je dirai que dans la circonscription que je représente, nous éprouvons un respect historique pour les traditions parlementaires. Nous payons nos factures et nous respectons la loi.

**Des voix:** Bravo!

**M. MacKay:** Étant nouvellement élu, peut-être suis-je encore très idéaliste. C'est naturel lorsqu'on pénètre dans une si auguste assemblée, comme l'a si bien dit le député de Brandon-Souris (M. Dinsdale). C'est pourquoi j'ai été si choqué lorsque je me suis aperçu aujourd'hui pour la première fois que le gouvernement ne semble pas partager les sentiments que je m'attendais à trouver ici, c'est-à-dire le respect des lois et de ses engagements. Ces deux qualités sont le fondement des valeurs traditionnelles des Canadiens.

**Des voix:** Bravo!

**M. MacKay:** Leur absence de notre institution, la plus vénérable au pays, est un scandale à mes yeux. C'est le célèbre humoriste anglais Oscar Wilde, je pense, qui définissait un jour de la façon suivante la chasse au renard à laquelle s'adonnait la haute bourgeoisie anglaise: l'inexprimable à la poursuite de l'innangeable. Dans ce cas-ci, j'ai l'impression de voir l'injustifiable justifié par l'irresponsable. Je signale au ministre, malgré tout le respect que je lui dois, qu'il agit en irresponsable, car il n'est pas si ignorant que cela. C'est un homme cultivé, on le sait, un ministre de la Couronne, un homme qui a étudié le droit et je suis sûr qu'au fond, il sait à quoi s'en tenir. L'attitude que je constate ici me déçoit. Mais je me demande, monsieur l'Orateur, lorsque je songe au pipe-

[M. Bigg.]

line de l'année 1956 et aux autres questions litigieuses qui ont suscité l'attention du pays dans l'intervalle, si ce n'est pas là l'empreinte des gouvernements libéraux.

Il me semble, monsieur l'Orateur, qu'il s'agit ici ce soir d'une question bien simple, comme le disait si éloquemment le député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles). Aux termes d'une loi canadienne, dûment adoptée par le Parlement de notre pays, le gouvernement doit verser à un grand nombre de citoyens les montants d'argent qui leur reviennent. On ne l'a pas fait.

• (1.30 a.m.)

Le député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles) avec sa grande expérience et dans sa grande sagesse a demandé au ministre pourquoi on ne l'avait pas fait. Comment lui a-t-on répondu? Par des observations hors de propos et des faux-fuyants. Il ne faut pas être tellement rusé pour s'en rendre compte. Nous ne sommes pas venus ici ce soir pour entendre le ministre faire l'historique de la Commission canadienne du blé ou des déclarations entachés d'esprit de parti sur les réalisations passées du gouvernement et sur les grandes ventes de blé qu'il a réalisées ou espère réaliser. Nous sommes ici pour obtenir des réponses. Malheureusement, il nous en est venu très peu de l'autre côté de la Chambre ce soir.

En passant, la maison Coutts Hallmark a adopté la maxime suivante: Nous nous soucions suffisamment pour vous envoyer ce qu'il y a de mieux. J'estime que le gouvernement libéral qui dirige le pays n'avait cure de nous envoyer ce qu'il avait de mieux ce soir. De fait, il n'a délégué qu'une poignée de députés. Tout ce que j'aurais voulu dire ce soir a été exprimé par des députés plus expérimentés et plus compétents que moi. Je manquerais à mes responsabilités envers mes commettants si je ne parlais pas ce soir pour appuyer les efforts de mes collègues et de mes compatriotes de l'Ouest du Canada qui demandent justice pour leurs commettants touchés par cette mesure. Il y a plus que cela, bien des députés l'ont déjà dit: il y a la question du principe selon lequel ceux qui créent la loi, qui l'imposent, doivent aussi la respecter et la faire respecter.

Comme le député de Hillsborough (M. Macquarrie) l'a signalé, le gouvernement qui, prévoyant l'adoption d'une mesure importante en applique par anticipation le résultat, fait preuve de la plus grande présomption. L'autocratie par anticipation me semble être une expression beaucoup plus apte à décrire l'attitude du gouvernement que celle de démocratie de participation.

La statistique peut justifier presque tout, surtout les statisticiens. Le gouvernement a perfectionné l'art de jongler avec la statistique, les prévisions et les chiffres à un degré sans pareil. De fait, il a raffiné ses talents dans ce sens d'une façon beaucoup plus poussée que pour gouverner notre pays en ces temps périlleux.

Je n'ajoute qu'un mot, vu l'heure tardive. Sauf meilleur avis, je crois qu'on a déjà fait comprendre le message important au peuple canadien. J'aimerais m'associer aux sentiments exprimés par le député qui m'a précédé ce soir, et exhorter le ministre à ne plus tarder davantage à verser aux Canadiens ce qui leur revient de droit en vertu d'une mesure adoptée, dans leur intérêt, par leurs représentants.